

Dans quelle mesure les enseignements tirés d'un conflit armé sont-ils fiables et généralisables, dès lors qu'ils reposent sur une trajectoire opérationnelle contingente parmi d'autres possibles ? En d'autres termes : le RETour d'EXpérience (RETEX) d'un conflit nous dit-il ce que *sont* les guerres, ou seulement ce qu'a été cette guerre-là ?

La guerre entre la Russie et l'Ukraine constitue une source d'analyse particulièrement riche pour l'étude d'un conflit de haute intensité opposant deux États technologiquement développés, disposant d'un large éventail de systèmes d'armes modernes.

Les principales leçons tirées de ce conflit sont désormais bien identifiées : l'essor des drones, la vulnérabilité accrue des blindés et des hélicoptères, l'exposition croissante des axes logistiques sur de longues distances, ou encore le rôle central de la guerre électronique.

Ces constats se sont progressivement imposés à partir de l'observation de quatre années de combats. Toutefois, si le conflit avait évolué selon une dynamique différente, il est probable que les conclusions issues de ces analyses auraient été sensiblement différentes.

À titre d'illustration, l'examen d'un scénario alternatif crédible permet de mesurer à quel point une autre trajectoire opérationnelle aurait pu modifier en profondeur les leçons qui en auraient été tiré.

Uchronie de 2022

Imaginons que l'opération menée par les unités parachutistes russes sur l'aérodrome d'Hostomel ait pleinement réussi.

Les faits sont connus. Les forces aéroportées russes (VDV) ont conduit, au début du conflit, une opération d'assaut héliporté contre l'aérodrome d'Hostomel, situé au nord de Kiev. Si les troupes parachutistes russes sont effectivement parvenues à s'emparer de l'aérodrome, elles n'ont pas réussi à le tenir. Elles ont rapidement été contre-attaquées par des unités ukrainiennes — artillerie, forces spéciales, unités de défense territoriale et réservistes — qui se trouvaient en exercice à proximité immédiate du site.

L'artillerie ukrainienne a pilonné les positions russes, rendant la piste inutilisable, tandis que les forces spéciales, appuyées par des blindés et des éléments de la défense territoriale, lançaient l'assaut contre un contingent estimé entre 200 et 300 soldats russes, légèrement armés et tout juste débarqués de leurs hélicoptères. La présence de ces unités ukrainiennes relevait en grande partie du hasard et ne semblait pas avoir été anticipée par l'état-major russe. Il n'est donc pas déraisonnable d'envisager qu'elles auraient pu ne pas être présentes, et que l'issue de l'opération aurait alors été radicalement différente.

Dans ce scénario alternatif, on peut imaginer que les forces parachutistes russes auraient été en mesure de tenir l'aérodrome suffisamment longtemps pour permettre l'atterrissage d'une quarantaine d'avions de transport Il-76, alors prêts à décoller de Russie. Ces appareils auraient

pu acheminer entre 1 500 et 2 000 soldats supplémentaires, ainsi que des blindés légers, établissant ainsi une tête de pont aéroportée aux portes de Kiev.

Il est évident que le cours de la guerre aurait été profondément modifié si la Russie avait réussi à projeter en quelques heures plus de 2 000 soldats d'élite à proximité immédiate de la capitale ukrainienne, tout en assurant un pont aérien permettant de renforcer et de soutenir cette position. La prise de Kiev ou la fuite du gouvernement aurait-elle été possible ? La question restera sans réponse. En revanche, la progression des forces terrestres russes depuis la frontière biélorusse aurait très probablement été facilitée et accélérée.

Les forces ukrainiennes auraient-elles été en mesure d'organiser une défense efficace avant l'arrivée des troupes russes aux abords de Kiev ? Là encore, nul ne peut l'affirmer. Il est toutefois plausible qu'une telle situation aurait, a minima, considérablement affaibli la position politique du président ukrainien. Une fuite, une capture, l'ouverture de négociations ou, au contraire, un refus de compromis étaient autant d'issues possibles, mais dans tous les cas, la situation aurait été nettement plus critique pour l'Ukraine.

On peut enfin envisager un scénario intermédiaire dans lequel le président aurait quitté la capitale afin de tenter d'organiser la résistance depuis un autre point du territoire. Une telle configuration aurait néanmoins entraîné une forme de vacance du pouvoir, même temporaire, susceptible de retarder et de désorganiser la mobilisation des forces ukrainiennes et la mise en place d'une défense cohérente destinée à freiner l'avancée russe.

Si un cessez-le-feu avait été négocié dans les jours suivants, quelles leçons aurions-nous alors tirées de ce conflit ?

RETEX d'une uchronie

Dans un tel scénario, l'analyse rétrospective aurait très probablement mis en avant le rôle central des forces spéciales et des unités parachutistes, ainsi que le caractère décisif de l'action hélicoptérée conduite en profondeur sur le territoire adverse. La rapidité de la manœuvre, combinée au haut niveau d'entraînement des soldats engagés, aurait été présentée comme la démonstration de la pertinence et de l'efficacité d'une force limitée en volume, mais extrêmement réactive et parfaitement préparée, capable d'éviter l'enlisement dans un conflit long, coûteux tant sur le plan humain qu'économique. D'une certaine manière, ce scénario aurait pu présenter certaines similitudes avec celui observé lors de l'opération américaine face au Venezuela. La comparaison s'arrête toutefois rapidement, tant la puissance militaire ukrainienne — y compris en 2022 — n'avait rien de comparable avec celle de l'armée vénézuélienne, nettement plus limitée en capacités, faiblement équipée, disposant de matériels mal entretenus et d'un niveau d'entraînement très nettement inférieur.

Dans cette lecture, la place des drones aurait été marginale, voire secondaire. Le rôle des hélicoptères n'aurait pas été remis en cause ; bien au contraire, ils auraient été perçus comme un vecteur déterminant du succès initial. De même, la vulnérabilité des blindés n'aurait probablement pas été identifiée comme un facteur structurant de l'analyse.

Le RETour d'EXpérience (RETEX) issu de cette guerre courte aurait ainsi été radicalement

différent de celui que nous produisons aujourd'hui.

Pour autant, ce RETEX aurait-il été « *faux* » ? Non, dans la mesure où il se serait appuyé, tout comme les analyses actuelles, sur des faits concrets et observables. Il aurait simplement reflété une trajectoire opérationnelle différente.

Un conflit ne fournit en effet un retour d'expérience que sur les événements qui se sont effectivement produits, et non sur l'ensemble de ceux qui auraient pu se produire.

Compléter le RETEX

Si ce scénario relève de l'uchronie, est-il pour autant irréaliste ? Et les enseignements que l'on pourrait tirer de cette fiction sont-ils à rejeter d'emblée ?

En réalité, ce scénario fictif nous place dans un environnement sensiblement différent de celui observé aujourd'hui en Ukraine, où la guerre est installée depuis près de quatre années. Il s'inscrit dans le cadre d'un début de conflit, potentiellement déclenché avec un certain effet de surprise, avant la montée en puissance progressive des dispositifs militaires et industriels.

Dans un tel contexte, peut-on réellement imaginer des unités prépositionnées disposant immédiatement de centaines, voire de milliers de drones prêts à être engagés au combat ? Cette hypothèse paraît peu probable. La « *guerre des drones* » telle que nous l'observons aujourd'hui s'est construite dans la durée. Si plusieurs dizaines de milliers de drones sont désormais employés quotidiennement sur le front ukrainien, une telle intensité ne correspond pas aux premières phases du conflit.

Même dans l'hypothèse où des armées disposeraient de stocks importants de drones, les contraintes logistiques et organisationnelles impliqueraient, a minima, plusieurs jours avant de pouvoir engager ces systèmes en volume significatif. Et quand bien même, les quantités disponibles n'auraient rien de comparable avec celles observées aujourd'hui. Il est en effet difficile d'imaginer une armée, non encore engagée dans un conflit ouvert, disposer de millions de drones en réserve, d'autant plus que le conflit actuel montre à quel point ces équipements deviennent rapidement obsolètes. Leur faible coût unitaire s'accompagne généralement d'une capacité limitée au stockage de longue durée, tant sur le plan technique que fonctionnel.

À l'inverse, l'un des facteurs expliquant le coût élevé de nombreux missiles tient précisément à leur aptitude à être stockés pendant plusieurs années, avec une forte probabilité de disponibilité immédiate et de fiabilité au moment de leur emploi.

Dans ces conditions, il apparaît raisonnable de considérer qu'au début d'un conflit de haute intensité, le volume réellement utilisable de drones — en particulier des drones dits « *suicides* » — resterait limité. Les systèmes d'armes dits « *traditionnels* » conserveraient alors toute leur pertinence lors de cette phase initiale. Moyennant des mesures de protection élémentaires contre la menace drone, les véhicules blindés et les hélicoptères auraient peu de chances d'être immédiatement confrontés à des nuées de systèmes aériens sans pilote.

Bien entendu, cette situation évoluerait rapidement si le conflit devait s'inscrire dans la durée.

Toutefois, elle laisserait vraisemblablement quelques jours, voire quelques semaines, de relative liberté d'action pour l'attaquant. Surtout, contrairement aux drones, un véhicule blindé conserve sa pertinence dans le temps. Même un char conçu il y a plusieurs décennies demeure une machine de guerre redoutable, capable de délivrer une puissance de feu importante et durable.

La situation serait en revanche sensiblement différente pour le défenseur, sans doute bien plus contraint dans ses déplacements et dans l'emploi de ses armements « *traditionnels* » si l'attaquant décidait, dès le début de son intervention, d'employer massivement les drones. Il n'y aurait alors pas de symétrie dans la capacité d'utilisation des différents systèmes d'armes, ce qui pourrait accentuer l'avantage initial de l'attaquant et rendre la position du défenseur encore plus difficile.

De fait, certains équipements pourraient se trouver cantonnés à des opérations offensives déclenchées avec un effet de surprise. Une telle réalité impliquerait alors des choix politiques et doctrinaux structurants, notamment dans la décision de s'équiper — ou non — de tel ou tel type de capacité militaire.

En définitive, les choix capacitaires ne peuvent être dissociés des choix stratégiques qu'ils sous-tendent. S'équiper prioritairement de certains systèmes d'armes revient implicitement à accepter les conditions de leur emploi optimal. Autrement dit, privilégier des capacités dont l'efficacité repose sur l'initiative, la surprise et la liberté d'action initiale suppose d'assumer, au moins dans certains scénarios, une posture d'attaquant. À l'inverse, renoncer à ces capacités ou les reléguer au second plan traduit un positionnement stratégique différent, davantage orienté vers la défense ou la réaction.

Ainsi, les décisions en matière d'équipement ne sont jamais neutres : elles engagent, au-delà des considérations techniques, une vision stratégique et politique du rôle que l'on accepte — ou non — d'endosser dans un conflit futur.

Conclusion

Il convient de ne pas s'enfermer dans une lecture strictement déterministe d'un scénario unique pour analyser l'évolution de la guerre en général. Les évolutions tactiques et techniques propres à chaque conflit sont autant le produit des avancées technologiques que du contexte particulier dans lequel elles s'inscrivent.

En conséquence, il est particulièrement risqué d'enterrer trop rapidement l'utilité de certains matériels au seul motif que, dans un cadre donné, ils ont montré leurs limites ou révélé des vulnérabilités. En poussant le raisonnement à l'extrême, ce serait l'équivalent de conclure à l'inutilité du char d'assaut après l'observation exclusive d'une guerre navale.

Il n'en demeure pas moins que les évolutions tactiques et techniques observées en Ukraine, notamment dans le domaine des drones, entraîneront des répercussions importantes sur les conflits à venir. Cela ne signifie toutefois pas que les véhicules blindés — et en particulier les chars — ou les hélicoptères, aujourd'hui souvent décriés, soient appelés à perdre toute utilité à l'avenir. La mémoire collective semble d'ailleurs avoir oublié que, lors de la guerre du Vietnam,

l'armée américaine a perdu au combat plus de 5 000 hélicoptères, et que les forces soviétiques en ont perdu plus de 400 en Afghanistan, soit davantage qu'en Ukraine. De même, les pertes en chars durant la Seconde Guerre mondiale sont estimées à près de 200 000 unités, tous belligérants confondus.

Méfions-nous donc des conclusions trop hâtives : les événements observés ne constituent qu'un échantillon des possibles, et non une représentation exhaustive de la réalité des conflits armés.